



# PESTICIDES CODE DE CONDUITE

## Code de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides

**ŒUVRER POUR** les agriculteurs, les consommateurs, les négociants de denrées alimentaires et les décideurs politiques

**AGIR POUR** améliorer la sécurité sanitaire des aliments et protéger la santé de l'homme et l'environnement

**TRAVAILLER AVEC** les gouvernements, le secteur privé, la société civile

**TRAVAILLER GRÂCE AUX** financements de l'Union européenne, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, des Pays-bas et de la Turquie

En Afrique de l'Ouest, neuf pays sahéliens ont instauré un programme régional d'homologation des pesticides dans le cadre duquel ils partagent leurs connaissances et leurs ressources afin de garantir que leurs pesticides soient testés correctement et que les produits plus anciens et dangereux soient retirés des marchés. En Asie du Sud-Est, des dizaines de milliers d'agriculteurs ont appris à contrôler les ravageurs et les maladies des plantes sans avoir recours à des produits chimiques, en apprenant à gérer les prédateurs naturels des ravageurs dans leurs champs. En Bolivie et au Paraguay, les stocks de pesticides hautement toxiques ont été progressivement retirés de l'environnement, rendant ainsi les conditions de vie et de culture beaucoup plus sûres. Ces trois régions différentes ont cependant un lien qui les unit – le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, document approuvé par les 192 pays Membres de la FAO qui depuis son adoption par la FAO en 1985, a renforcé la sécurité agricole mondiale, et dont l'impact s'étendra aux domaines de la santé humaine et de l'environnement.

### Le code pour la gestion des pesticides protège la santé humaine et la sécurité alimentaire

Dans la plupart des régions du globe, l'application de pesticides, pendant chaque période de végétation, est considérée comme cruciale à l'amélioration de la production. Les agriculteurs se rendent dans leurs champs pour appliquer leurs insecticides, fongicides, herbicides et nombre d'autres produits chimiques, spécialement conçus pour éliminer les ravageurs et les maladies qui attaquent leurs cultures. Il s'agit ici d'un secteur très important, car à lui seul, le marché mondial des pesticides qui est en expansion atteint 30 milliards de dollars E.-U. par an.

Bien que l'on ait régulièrement conseillé aux agriculteurs d'utiliser des pesticides, il est particulièrement inquiétant de constater qu'un grand nombre d'entre eux n'a pas accès aux informations ou à la formation leur permettant de savoir quels sont les produits chimiques à utiliser, comment les utiliser judicieusement, ou même comment se débarrasser des récipients et des déchets après avoir pulvérisé leurs champs. La FAO et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estiment que chaque année plus de quatre millions de personnes sont susceptibles d'être empoisonnées en raison de leur exposition



à des pesticides toxiques, notamment parce qu'elles n'ont pas appris à s'en servir correctement et en toute sécurité.

La FAO a été la première organisation internationale à reconnaître l'ampleur du problème et s'est constamment efforcée de sensibiliser et de soutenir les politiques visant à garantir une utilisation toujours plus judicieuse des produits chimiques agricoles. 1985 fut une date charnière qui signala l'adoption par la FAO du premier Code de conduite mondial pour la distribution et l'utilisation des pesticides. Cet instrument volontaire a depuis été révisé deux fois – en 1989 et en 2002 pour répondre à l'évolution des besoins du secteur agricole. Il a pour rôle majeur de guider les gouvernements dans l'établissement de normes qui recouvrent différents aspects de l'utilisation des pesticides, tels que la sécurité sanitaire des aliments, la santé humaine et la protection de l'environnement – en fixant des limites relatives aux résidus de pesticides que peuvent contenir les aliments et en garantissant que les autorités soient conscientes des spécifications concernant les pesticides qui devront être sûrs, efficaces et agir de façon prévisible dans l'environnement.

Depuis son lancement, la FAO a mis au point 40 ensembles de Directives qui abordent différents éléments du Code, tels que la manière d'enregistrer les pesticides et quels types de matériels d'application des pesticides sont les plus sûrs. Elles ont été avalisées par tous les pays Membres de la FAO, par l'industrie agrochimique et les organisations non gouvernementales.

Grâce à ce Code, chaque pays dans le monde pratique désormais une certaine forme de réglementation et a mis en place un système de sélection et d'enregistrement des pesticides qui peuvent être mis en vente. Par ailleurs, plusieurs produits chimiques parmi les plus toxiques au monde, à la suite des accords internationaux issus du Code, tels que la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux dans le commerce international, sont soit inutilisés soit très contrôlés.

Tous ces efforts ont conduit à la «gestion du cycle de vie des pesticides», signifiant que le Code ainsi que les Directives et Accords internationaux qui lui sont associés, appellent à une gestion des pesticides dès le moment où ils quittent l'usine



©FAO/J. Breithaupt

jusqu'à celui où ils rentrent dans le pays comme produits. Cela inclut la gestion du mode d'entreposage, du moment et de la façon dont les agriculteurs les appliquent et également des décisions concernant le traitement des déchets et des récipients vides. Le bon fonctionnement de ces activités est le produit d'un effort de collaboration qui implique les gouvernements, les producteurs et les distributeurs de pesticides, les agriculteurs et la société civile, qui soutiennent tous activement ce Code.

La gestion des pesticides périmés et des résidus de pesticides a été particulièrement problématique dans le monde en développement, en raison des frais qu'exige leur élimination correcte. On estime que près de 200 000 tonnes de pesticides périmés, près de la moitié des stocks mondiaux, se trouvent dans 12 républiques de l'ex-Union soviétique en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale où ils menacent la santé des populations qui vivent dans leur proximité ainsi que l'environnement et les pays voisins. En avril 2012, la FAO et l'Union européenne ont donc lancé un programme visant à fournir un soutien technique et politique qui aiderait ces pays à réduire les risques, et simultanément, à renforcer leurs capacités à éviter d'accumuler d'autres stocks dans le futur.

Bien que le Code de conduite se concentre principalement sur les produits chimiques agricoles, son impact est bien plus vaste en termes de bénéficiaires. Il permet aux agriculteurs d'accéder plus facilement aux outils de contrôle des ravageurs, aux consommateurs d'en tirer profit car le Code permet de contrôler les produits chimiques qui finissent dans leurs aliments, à l'industrie agrochimique de savoir comment elle doit fournir les produits chimiques, car les réglementations claires le lui indiquent, aux décideurs politiques et aux responsables des réglementations qui peuvent suivre les meilleures pratiques collectées par le Code. D'autre part, compte tenu de la nature volontaire de son application, le Code peut adapter ses objectifs à l'évolution des besoins. Dans le futur, le Code fera de nouveau l'objet d'un réexamen, cette fois-ci en collaboration avec l'OMS et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin d'étendre sa portée en ciblant non seulement l'agriculture, mais aussi la santé humaine et l'environnement.



©FAO/M. Camara